



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**EDITION SPECIALE n° 13 du 2 avril 2007**

## **Le recueil peut être consulté :**

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 3 avril 2007

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	173
---------------------------------------	-----

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	173
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES</b> .....	173
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières .....	173
Arrêté N° 07.BMSSE.08 du 28 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est.....	173
Arrêté N° 07.BMSSE.09 du 24 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.....	174
Arrêté N° 07.BMSSE.10 du 28 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques .....	175
Arrêté N° 07.BMSSE.11 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle .....	176
Arrêté N° 07.BMSSE.12 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .....	177
Arrêté N° 07.BMSSE.13 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey .....	177
Arrêté N° 07.BMSSE.14 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville .....	179
Arrêté N° 07.BMSSE.15 du 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	181
Arrêté N° 07. BMSSE.16 du 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet .....	181
Arrêté du 24 mars 2007 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts.....	181

## ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## Direction du développement durable et des politiques interministérielles

## Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

## Arrêté N° 07.BMSSE.08 du 28 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code général de la Propriété des personnes publiques;  
 Vu le Code de l'Environnement;  
 Vu le Code de l'Urbanisme;  
 Vu le Code des marchés publics;  
 Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;  
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 Vu la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;  
 Vu la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;  
 Vu le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure  
 Vu le décret n° 69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;  
 Vu le décret n° 70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;  
 Vu le décret n° 70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;  
 Vu le décret n° 71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;  
 Vu le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;  
 Vu le décret n° 76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;  
 Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
 Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
 Vu le décret n° 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
 Vu le décret n° 95-1205 du 6 novembre 1995 approuvant le modèle de règlement d'eau des entreprises autorisées à utiliser l'énergie électrique  
 Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle  
 Vu l'arrêté du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer du 11 octobre 2005, nommant M. Jean-Philippe MORETAU en qualité de chef du service de la navigation du Nord-Est ;  
 Vu l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.43 du 2 novembre 2005, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est ;  
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

## ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

- 1 - Gestion du domaine public fluvial :
  - Occupations temporaires.
  - Travaux sur les voies d'eau domaniales :
    - . prise en considération ;
    - . ouverture de l'enquête ;
    - . autorisation.
  - Outillages publics, ports de plaisance :
    - . prise en considération du projet ;
    - . ouverture de l'enquête ;
    - . approbation de l'acte de concession.
  - Outillages privés avec obligation de service public :
    - . instruction de la demande, ouverture de l'enquête ;
    - . délivrance de l'autorisation.
  - Commission permanente d'enquête :
    - . nomination des membres.
  - Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :
    - . affichage et consultation de la commission permanente d'enquête ;
    - . opposition éventuelle dans le cas de modification.
- Extractions de matériaux :
  - . attestation de fin d'instruction domaniale.
- Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles.
- Transfert de gestion et superposition d'affectations :
  - . signature de la convention.
- Échange et acquisition de terrain.
- Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
- Déclassement de cours d'eau :
  - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
  - . consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
- Radiations des voies d'eau :
  - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
  - . consultations des services.
- Concessions de voies d'eau :
  - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
  - . consultations des services.
- Affermage des produits de franc bord.
- 2 - Police de l'eau et des milieux aquatiques :
  - Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;

- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
- Délits de pêche :
  - . proposition de transaction auprès du procureur de la République
  - . transmission des procès-verbaux au procureur de la République
- Interdiction temporaire de la pêche.
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)
- Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré
- 3 - Règlements de police et de navigation :
  - Règlements particuliers de police.
  - Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Circulation sur les chemins de halage, autorisations et interdictions
  - Contravention à la police de la navigation :
    - . instruction des procès-verbaux ;
    - . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux.
    - . représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
- 4 - Procédure d'expropriation :
  - Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
  - Levée des plans et recherche des propriétaires.
  - Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
- 5 - Contentieux de la contravention de grande voirie :
  - Notification des procès-verbaux.
  - Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
  - Transactions
  - Notification et exécution des jugements.
  - Représentation de l'ETAT devant les Tribunaux administratifs en première instance
- 6 - Pêche :
  - Affermage de la pêche ;
  - gibier d'eau.
  - Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
    - . autorisation de transaction ;
    - . transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée dans la limite de ses attributions par M. Serge HECTOR, ingénieur divisionnaire des TPE.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge HECTOR, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée dans la limite de leurs compétences respectives par :

- M. Dominique BOURDELON, attaché principal des services déconcentrés, secrétaire général,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, ingénieur divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement entretien/exploitation,
- M. Philippe LEFRANC, ingénieur divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement eau environnement.

Art. 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition

Art. 6 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 05.BODE.43 du 2 novembre 2005.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur du service Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 28 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

#### **Arrêté N° 07.BMSSE.09 du 24 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.11 du 24 février 2005, n° 05.BMSSE.60 du 11 janvier 2006 et n° 06.BMSSE.16 du 16 mai 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

Chapitre I : Délégations liées aux missions du service de l'Economie Agricole et Aménagement Foncier

100 – Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), l'ADL (aide directe laitière).

101 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 – agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 – agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 – décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 – agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 – agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

Chapitre II : Délégations liées aux missions du service Environnement-Eau pour les domaines de compétence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 - accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE ;

202 - récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE.

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

- 211 - demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et
- décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,
- arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion
- des rejets de déclaration suite à la non réponse du déclarant dans les délais impartis,
- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire,
- des arrêtés d'opposition à déclaration.

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

- 221 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).
- 222 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.
- 223 - interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).
- 224 - transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).
- 225 - pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).
- 226 - concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).
- 227 - interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).
- 228 - réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : Délégations liées aux missions du Service Forêt, Environnement et Développement Rural

- 300 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;
- 301 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;
- 302 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;
- 303 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;
- 304 – agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;
- 305 – arrêtés individuels relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt, ainsi que les agréments techniques, financiers et administratifs, les décisions individuelles d'attribution d'une aide, l'organisation des contrôles, et la suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant la lutte phytosanitaire en forêt ;

- 306 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;
- 307 - liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF, au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement) ;
- 308 - agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

Chapitre IV : Délégations liées aux missions du SECRETARIAT GENERAL

400 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

401 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative.

402 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

403 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

404 – en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Chapitre V : Délégations liées aux missions du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles

500 – décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).

501 – décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

Art. 2 : - Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de l'ouvrier),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre 1 ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil départemental d'hygiène.

Art. 3 : En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Jean-Luc JANEL ou, en cas d'absence de M. Jean-Luc JANEL par Mme Catherine NORMANDIN.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Ludovic BONNARD pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - . des rubriques 104 –112
  - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III, à l'exception des rubriques 300, 302, 303, 304, 307, et pour la rubrique 308, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- M. Bernard GANNE pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV à l'exception des rubriques 401, 402 et 404, et, pour la rubrique 400, des congés des chefs de service.
- Melle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V.
- MM. Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

Art. 5 : Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand-Nancy.

Art. 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 7 : Les arrêtés préfectoraux susvisés n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004, n° 05.BODE.11 du 24 février 2005, n° 05 BMSSE.60 du 11 janvier 2006 et n° 06.BMSSE.16 du 16 mai 2006 sont abrogés.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier payeur général. Nancy, le 24 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté N° 07.BMSSE.10 du 28 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand AZZI directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.56 du 5 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 06.BMSSE.04 du 21 février 2006, n° 06.BMSSE.18 du 6 juillet 2006, n° 06.BMSSE.35 du 16 septembre 2006 et n°07.BMSSE.05 du 5 février 2007 ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- \* du contrôle des arrêtés municipaux,
- \* des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- \* des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- \* des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- \* des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

**Art. 2** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand AZZI à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

**Art. 3** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand AZZI à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

**Art. 4** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand AZZI à l'effet de signer les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

**Art. 5** : délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand AZZI à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressé, cette délégation sera exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers et Mme Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau.

**Art. 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand AZZI, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Brigitte DEDISSE, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Sabine CHOIGNOT, cadre de 1<sup>er</sup> niveau à France Télécom, détachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Sylvia POLIN, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile".

**Art. 7** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand AZZI, la délégation de signature définie à l'article 4 sera exercée par Madame Sylvia POLIN, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile", Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Messieurs David ANDRE et Ahmed CHAIB, secrétaires administratifs de classe normale et Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

**Art. 8** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand AZZI et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, sera exercée par :

- Mesdames Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe normale, et Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Mademoiselle Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure, Madame Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire ;
- Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Madame Anne PIZMOHT, Messieurs Renaud PLANAT, David ANDRE et Ahmed CHAIB, secrétaires administratifs de classe normale, Madame Sylvie KLEIN, secrétaire administrative de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

**Art. 9** : Sous le contrôle et l'autorité de Monsieur Mohand AZZI et de Madame Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN-VINCENT, Gerhilt STENDER et Monique DIJEAU LORINO, Mesdemoiselles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT et

Christelle SCHÖNI, adjoints administratifs et Madame Thérèse HERRY, adjoint administratif principal et également à Messieurs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, adjoints administratifs pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

**Art. 10** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand AZZI, de Monsieur Jean-Pierre DEVIDET et de Madame Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel PERNEY, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises et à Mesdames Danielle COLLOTTE et Martine TASCONE, adjoints administratifs pour les matières relevant de la législation relative aux permis de conduire, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire.

**Art. 11** : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ou le secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à Monsieur Mohand AZZI pour présider les dites commissions.

**Art. 12** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**Art. 13** : Les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.56 du 5 décembre 2005, n° 06.BMSSE.04 du 21 février 2006, n° 06.BMSSE.18 du 6 juillet 2006, n° 06.BMSSE.35 du 16 septembre 2006 et n°07.BMSSE.05 du 5 février 2007, sont abrogés.

**Art. 14** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 28 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

## Arrêté N° 07.BMSSE.11 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
Vu le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, en qualité de sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.29 du 9 septembre 2006 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND modifié par l'arrêté préfectoral 06.BMSSE.39 du 12 octobre 2006 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.29 du 9 septembre 2006 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, la délégation qui lui est consentie est exercée par Monsieur Jérôme NORMAND qui assure l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture.

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs, notifié à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission, et dont une copie sera adressée à Monsieur le directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté N° 07.BMSSE.12 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

**Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à Monsieur Éric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

**Art. 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

**Art. 4 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, à Monsieur Éric MAIRE, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul, à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté N° 07.BMSSE.13 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

Vu le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05.BODE.14 du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, modifié par les arrêtés préfectoraux n°05.BODE.32 du 14 août 2005, n°05.BODE.46 du 10 novembre 2005, n°06.BMSSE.12 du 9 mai 2006, n°06.BMSSE.22 du 11 août 2006 et n°06.BMSSE.32 du 20 septembre 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**

**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements**

**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

- 1) cartes nationales d'identité (autorisation de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

**2) passeports**

- 3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - . du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - . du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - . de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - . de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Brie
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
  - création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
  - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
  - autres modifications statutaires desdits EPCI
  - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
  - acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
  - délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992
  - délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-987 du 1<sup>er</sup> octobre 1990
- V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF
  - 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
  - 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
  - 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
    - signature des recours gracieux et lettres d'observation
    - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
  - 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
    - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
    - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
  - 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
  - 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.
- VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME
  - 1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
  - 2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
  - 3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.
- VII - ENVIRONNEMENT
 

Police des forêts

  - distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
  - avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
  - approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
  - présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
  - décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)
- VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS
- \* accusés réception aux maires d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
    - des fonds structurels européens
    - des subventions d'État : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
    - de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région
  - \* arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes
- IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE
- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
  - 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
  - 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
  - 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux
  - 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
  - 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées
- X - SOCIAL
- \* présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Brie pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Brie pour l'accessibilité aux personnes handicapées.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, cette présidence est assurée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mesdames Annie LAVAUX et Elena BRIZON, attachées.
- Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.
- Art. 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :
- \* délivrance des primata et duplicata :
    - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
    - . de permis étrangers dont la conversion est possible
    - . de permis internationaux
  - \* délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage
- Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie sur l'ensemble du département pour :
- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
  - la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
  - la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
  - la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
  - les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
  - les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
  - les arrêtés fixant le pays de renvoi
- Art. 6 : délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.
- Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :
- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,



3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

**Art. 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à Monsieur Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,

- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mesdames Annie LAVAUX et Elena BRIZON, attachées à l'effet de signer les matières déléguées à Monsieur Jean-Marie CITERLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et de Mesdames Annie LAVAUX et Elena BRIZON, attachées, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre BOROWSKI, secrétaire administratif de classe supérieure, à l'effet de signer les permis de conduire et les passeports.

**Art. 9 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, les fonctions de sous-préfet de Briey seront exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, ou par Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

**Art. 10 :** Les arrêtés préfectoraux n°05.BODE.14 du 5 avril 2005, n°05.BODE.32 du 14 août 2005, n°05.BODE.46 du 10 novembre 2005, n°06.BMSSE.12 du 9 mai 2006, n°06.BMSSE.22 du 11 août 2006 et n°06.BMSSE.32 du 20 septembre 2006 sont abrogés.

**Art. 11 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

#### **Arrêté N° 07.BMSSE.14 du 30 mars 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04.BODE.51 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, modifié par les arrêtés préfectoraux n°05.BODE.47 du 10 novembre 2005, n°06.BMSSE.13 du 9 mai 2006, n°06.BMSSE.23 du 11 août 2006 et n°06.BMSSE.33 du 20 septembre 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

#### **I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

##### **1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

##### **2) Réquisition de logements**

##### **3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L. 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

##### **4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser

- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

##### **5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

##### **6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

##### **7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)

- autorisations des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

#### **II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

##### **2) Passeports**

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

#### **III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

#### **IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

##### **1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)

- fixation des dates limites :

- du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

- du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

##### **2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints**

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

##### **4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

##### **5) Intercommunalité :**

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I



- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
  - acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

#### 7) Divers

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992
- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-987 du 1<sup>er</sup> octobre 1990

#### V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

#### VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### VII - ENVIRONNEMENT

##### Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- \* Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :
  - des fonds structurels européens
  - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- \* Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes

#### IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### X - SOCIAL

\* Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Art. 2 : Délégation est donnée à M. Éric MAIRE, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Éric MAIRE, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Éric MAIRE, sous-préfet, au titre des dépenses relevant des centres de responsabilité (résidence et services administratifs) dont il a la charge.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Éric MAIRE, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
    - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
    - . de permis étrangers dont la conversion est possible
    - . de permis internationaux
  - délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WVV), attestations de non-gage, cartes W garage
- Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :
- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
  - la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
  - la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
  - la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
  - les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
  - les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
  - les arrêtés fixant le pays de renvoi

Art. 6 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Art. 8 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de Lunéville seront exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 10 : Les arrêtés préfectoraux n°04.BODE.51 du 20 décembre 2004, n°05.BODE.47 du 10 novembre 2005, n°06.BMSSE.13 du 9 mai 2006, n°06.BMSSE.23 du 11 août 2006 et n°06.BMSSE.33 du 20 septembre 2006 sont abrogés.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté N° 07.BMSSE.15 du 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
Vu le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.34 du 20 septembre 2006, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.34 du 20 septembre 2006 est complété par les dispositions suivantes :  
Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Art. 2 : l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.34 du 20 septembre 2006 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet. Le reste sans changement.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Jacques Ranchère, directeur de cabinet ainsi qu'à M. le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté N° 07. BMSSE.16 du 30 mars 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.30 du 17 septembre 2006 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet modifié par l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.37 du 12 octobre 2006 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.30 du 17 septembre 2006 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est consentie, au titre des articles 2 et 3 de l'arrêté n°06.BMSSE.29 du 9 septembre 2006, est exercée par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de Messieurs NORMAND et MOUGARD, par Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission et à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 30 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté du 24 mars 2007 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;  
Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Office National des Forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard Muller, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts afin de présider la vente par adjudication publique sur soumissions de coupes à vendre en bloc et sur pied provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités, le mercredi 18 avril 2007, à partir de 8 heures 30, au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Gérard Muller, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 24 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND